

"Le sociologue : un travailleur « pris par le temps » ?"

Cultiaux, John

Abstract

Questionner la place du sociologue en tant que médiateur dans l'espace public peut se faire en interrogeant, d'une part, ce qu'il peut amener en termes de contenus et de pratiques mais également, d'autre part, les conditions de production de son métier. Au-delà des contraintes de terrain et des contraintes intellectuelles qui s'imposent à lui, qu'en est-il des ressources dont il dispose pour répondre à la demande sociale qui lui est adressée ? Qu'en est-il finalement de ses conditions de travail ? Cette dernière question renvoie à une sorte d'évidence. Quel « soin » peut apporter un professionnel à son travail s'il n'est pas lui-même soigné (Clot, 1999 et 2010) ? Quelle médiation le sociologue peut-il mettre en oeuvre si son action ne bénéficie pas d'une assise organisationnelle et institutionnelle solide ?

Document type : *Contribution à ouvrage collectif (Book Chapter)*

Référence bibliographique

Cultiaux, John. *Le sociologue : un travailleur « pris par le temps » ?*. In: Jean-Pierre Delchambre, *Le sociologue comme médiateur ? Accords, désaccords et malentendus.*, 2014

Le sociologue : un travailleur « pris par le temps » ?

par

John CULTIAUX

Université catholique de Louvain et Université de Namur

Questionner la *place* du sociologue en tant que médiateur dans l'espace public peut se faire en interrogeant, d'une part, ce qu'il peut amener en termes de contenus et de pratiques mais également, d'autre part, les conditions de production de son métier. Au-delà des contraintes de terrain et des contraintes intellectuelles qui s'imposent à lui, qu'en est-il des ressources dont il dispose pour répondre à la demande sociale qui lui est adressée ? Qu'en est-il finalement de ses *conditions de travail* ? Cette dernière question renvoie à une sorte d'évidence. Quel « soin » peut apporter un professionnel à son travail s'il n'est pas lui-même soigné (Clot, 1999 et 2010) ? Quelle médiation le sociologue peut-il mettre en œuvre si son action ne bénéficie pas d'une assise organisationnelle et institutionnelle solide ?

Ces questions ne sont pas totalement absentes de la littérature scientifique en sciences humaines (Favret-Saada, 1977 ; Devereux, 1980 ; Céfaï, 2003) et regagnent même en intérêt ces dernières années, notamment autour du débat sur la *Slow Science* (Gosselain, 2011). Toutefois, il est également vrai que la communication scientifique laisse généralement dans l'ombre ce qui se passe dans la « cuisine de la recherche » (Cornu, 1984) ou dans la « boîte noire du travail de terrain » (Goffman, 1989). Comme si, au fond, cela n'avait aucune importance et aucun impact sur la recherche et l'intervention. Comme si les préventions à prendre « allaient de soi ».

Or, tout sociologue sait que ce qui « va de soi » est généralement le fait d'une intériorisation de constructions sociales parfois complexes

(Berger et Luckman 1986) et donc, potentiellement, de déterminations ou de jeux de pouvoir que, précisément, la recherche ou l'intervention devraient permettre de mettre à jour et de questionner. A un autre niveau, les sciences cliniques et en premier lieu la psychanalyse n'ignorent pas le poids des déterminations sociales et psychiques parfois inconscientes à l'œuvre tant sur le comportement du sujet en cure que sur celui du professionnel qui l'accompagne. Le sociologue, en tant que travailleur et que sujet social n'est pas à l'écart de ces dynamiques ; ses conditions de travail et d'existence influent nécessairement sur son travail.

Cette question est donc légitime mais aussi excessivement vaste. Nous l'aborderons ici au travers de la question de l'*urgence* et du rapport au temps qui nous semblent particulièrement porteuses pour rendre compte des enjeux et des conditions de travail actuelles du sociologue. Elles permettent d'une part d'interroger le rôle de « médiateur de l'urgence » que peut tenir le sociologue dans différentes situations mais surtout, et c'est sur cette question qu'insistera particulièrement cette communication, de souligner les risques d'une sociologie « prise par le temps ».

I. Le sociologue comme « médiateur de l'urgence »

Nous ne pouvons qu'observer, dans un nombre croissant de terrains, la généralisation de phénomènes d'accélération des temps sociaux (Rosa, 2011), dans laquelle l'urgence devient la norme voire l'objet d'un « culte » dans le contexte plus général d'une course à « l'excellence » ou à « l'idéal » (Aubert et Gaulejac, 1991 ; Aubert, 2003 ; Dujarier, 2006).

Nous nous accordons en cela aux nombreux diagnostics posés à propos de notre société « malade de la gestion » et de son obsession *quantophrénique* (Gaulejac, 2005) ou encore de son caractère *liquide*, pour reprendre l'image proposée par Zigmunt Bauman (Bauman, 2006). C'est en particulier le cas dans le monde de l'entreprise, dans laquelle les rythmes de production se sont intensifiés (Gollak et Volkoff, 1996) et où le travail comme activité créatrice a, pour certaines catégories de travailleurs, été mis en « miettes » (Sennett, 2000). Ce phénomène s'observe également dans un nombre croissant de champs de la vie sociale : l'entreprise publique où s'imposent les enjeux de la concurrence et de la rentabilité (e.a. Hanique, 2004 ; Cultiaux, 2012), le travail social dans lequel « l'urgence sociale » s'institue depuis plusieurs décennies déjà comme catégorie contemporaine de l'action publique et où se

développe de manière croissante une logique de projet (e.a. Bouquet, 1987 ; Damon, 2001), ou encore le monde syndical confronté à de nouveaux enjeux qui en questionnent le sens et l'existence (e.a. Cultiaux et Vendramin, 2011), etc.

L'*accélération* est devenue, pour beaucoup de nos contemporains « actifs » et pour beaucoup d'intervenant sociaux, une contrainte impérative. Elle s'accompagne de réponses généralement formulées dans les termes d'une idéologie gestionnaire qui, intériorisée, reporte les contradictions politiques et les contraintes structurelles sur les individus en démobilisant leur sens critique. L'enjeu pour ces derniers est de ne pas « manquer le train » et de répondre aux multiples injonctions à la responsabilisation qui concernent leur employabilité, leur utilité, voire de leur santé, etc. « Avec le développement du capitalisme financier, le Moi de chaque individu est devenu un capital qu'il faut faire fructifier. [...] La gestion managériale engendre une rentabilisation de l'humain, chaque individu devant devenir le gestionnaire de sa vie, se fixer des objectifs, évaluer ses performances, rendre son temps rentable. » (Gaulejac *op. cit.*, p. 144). L'urgence questionne tout autant le sens de l'action, que la capacité à agir. Elle éprouve tout autant l'acte que celui qui le pose.

Face à ces constats, le sociologue peut avoir un double rôle à jouer. Il peut d'une part, endosser le rôle de « médiateur de l'urgence » et offrir aux individus un espace inédit de réflexivité sur leurs pratiques. Lorsqu'elle se veut *compréhensive* ou *clinique*¹, l'intervention du sociologue a pour particularité et vertu de rompre le rythme ordinaire de l'action et en quelque sorte de suspendre temporairement le temps de l'action pour, dans le meilleur des cas, en questionner le sens. Qu'il s'agisse de recherche, d'intervention ou de formation, il n'est pas rare que les acteurs fassent part du fait qu'ils ont, parfois pour la première fois, l'opportunité de « prendre du recul » sur ce qu'ils font, « d'échanger avec leurs collègues hors des contraintes habituelles de travail », « d'envisager de nouvelles manières de voir les choses ou d'agir » hors de la pression ou du contrôle que leur impose leur organisation, sinon

¹ Les deux paradigmes ont en commun de placer la question du sens au centre de la démarche scientifique, de « mettre la compréhension au cœur de la recherche [...] et [de] réinterroger la place du chercheur dans le processus de production de la connaissance » (HANIQUE, 2007).

« de s'interroger sur le sens et les finalités de ce qu'ils font² ». Il n'est pas question ici de thérapie mais bien de proposer, aux fins de recherche ou d'intervention, un espace de réflexivité et de « prendre le temps ». Au départ de ce travail, le sociologue peut aussi, d'autre part, accompagner les acteurs sociaux dans la dénonciation ou la transformation de leurs conditions de travail et de vie, un des enjeux du travail sociologie étant possiblement de donner un *destin politique* aux souffrances sociales qui s'expriment (Périlleux et Cultiaux, 2009).

II. L'urgence comme contexte d'action pour le sociologue

Rencontrer ces enjeux cliniques et politiques implique en retour que le sociologue dispose non seulement de ressources méthodologiques, conceptuelles ou pratiques mais également que son travail se déploie dans un contexte qui porte, voire *supporte*, cette nécessaire décélération. Or, il semble bien que nous assistions à un décalage croissant entre les impératifs et les réalités de l'exercice de nos professions, en particulier autour de cette question du temps.

D'une part, chacun s'accordera aisément *en théorie* sur le fait que la tâche du sociologue, comme d'ailleurs celle de tout chercheur, prend du temps et que les découvertes sont souvent le fruit d'une maturation longue. Elles impliquent de réserver une place à l'expérimentation, à l'erreur, aux errements et à la surprise. Elles proviennent « d'individus qui labourent opiniâtrement un champ mûr pour une découverte, et qui sont préparés intellectuellement à reconnaître et exploiter des résultats inattendus » (Garfield, 1990, p. 14 cité par Gosselain, *op. cit.*). Par ailleurs, déconstruire les réalités, certitudes et bricolages auxquels s'adossent les acteurs au quotidien, les faire participer à cette découverte et mettre à jour les déterminations et les jeux de pouvoir qu'ils agissent ou qui les agissent sont des opérations qui nécessitent une certaine progressivité au risque de faire violence. Tout intervenant s'accordera également sur le fait que l'objectif de compréhension qui est au cœur de son action ne peut complètement se départir d'une réflexion sur la manière dont elle est menée et sur ses conséquences. C'est toutefois

² Ces différents éléments sont extraits de moments d'évaluation que nous proposons au terme de formations, d'interventions ou d'entretiens et d'animations de groupes menés à des fins de recherche.

à ce niveau que s'observe, dans certaines circonstances, un décalage entre théorie et pratique.

Certains collègues universitaires s'investissent voire se surinvestissent dans leurs tâches d'enseignement ou dans un engagement plus administratif et institutionnel qui les éloigne du terrain mais sont mis en difficulté lorsqu'ils doivent (formellement ou non) rendre des comptes sur leur productivité en matière de recherche. D'autres constatent également les contradictions internes aux demandes qui leurs sont adressées, jusqu'à parfois perdre le sens de ce qu'ils font³.

Les sociologues agissant hors d'un cadre universitaire sont plus directement encore confrontés aux exigences de rentabilité de leur action. Dans les laboratoires, les associations ou les organisations commerciales qui vivent et se développent sur « fonds externes », les logiques de financement par appels à projet imposent de construire en peu de temps des projets qu'ils devront également mener dans un temps compté, faute de quoi ils ne seraient plus rentables pour l'un comme pour l'autre. Pour assurer la pérennité de l'équipe et de l'institution, ces projets se superposent souvent, créant d'inévitables hiatus dans les agendas de recherche.

De manière remarquable mais finalement pas si étonnante, les uns et les autres semblent être « pris par le temps ». La période de crise que nous connaissons mais aussi l'urgence des situations dans lesquelles ils interviennent semblent justifier de privilégier l'action à la réflexion. L'opinion publique, les politiques publiques et les « clients » exigent des chercheurs et sans doute encore plus des intervenants un « retour sur investissement » et « des résultats immédiats, dans des domaines qui changent sans cesse au gré de l'actualité » (Gosselain, 2011, p. 131). La communauté scientifique, elle-même, institue la productivité du chercheur comme nouveau critère d'évaluation. Multiplier les publications et les communications quitte à se répéter ou à s'approprier les productions de chercheurs juniors ou d'étudiants devient nécessaire, en particulier pour ceux qui n'ont pas encore confirmé ni assuré leur stabilité professionnelle et pour qui cette pression est maximale. Les autres ne sont pas davantage épargnés par « l'inquiétude qui nous saisit

³ Par exemple, Annick STEVENS (2011) argumente sa démission de l'université de Liège à travers une liaison entre temps et argent et met en question la « fuite en avant aveugle et irréfléchie [de l'université] vers des savoirs étroitement utilitaristes » ou encore « la course folle de la concurrence mondiale » et son effet paralysant sur la critique des changements qui se déroulent dans les universités.

lorsque nous voyons s'élever la pile de nouvelles publications sur le bureau d'un collègue » (*ibid.*, p. 132).

III. Cinq risques d'une sociologie « prise par le temps »

Les mêmes causes produisent les mêmes effets sur le sociologue que sur les autres acteurs sociaux et ce qui est en jeu ici aussi, c'est la qualité et la pertinence du travail mené. Cinq principaux risques nous semblent peser.

1. Négliger le travail d'analyse de la demande

Toute intervention et toute recherche s'initie par la définition de ses finalités. Classiquement, il convient à ce niveau de distinguer la *commande* de la *demande*. C'est bien à la première qu'est directement confronté l'intervenant mais c'est à la seconde qu'il devra répondre pour réussir son intervention.

La difficulté est que la commande est livrée de manière explicite et que sa rencontre est une nécessité pour « faire affaire ». Or, elle est formulée au départ de la seule position du commanditaire et repose donc sur sa seule analyse de la situation. Dans l'idéal, le travail de la demande implique une négociation fondée sur les informations recueillies lors d'un travail préalable de recherche – une phase « exploratoire » – auprès du commanditaire mais également des destinataires de l'intervention. Cependant cet idéal coûte cher en temps et en moyens et il est tentant de s'en dispenser.

Néanmoins, quelle est notre plus-value si nous ne questionnons même pas la définition du problème ?

2. Se recentrer autour de sa position d'expert

De même, l'exigence la plus évidente et la plus communément admise lorsqu'on s'inscrit dans une démarche compréhensive ou clinique est d'assumer le fait que le sociologue n'est pas l'expert des situations qu'il observe. Il n'est pas (seulement ou prioritairement) pertinent grâce aux contenus qu'il apporte mais en ce qu'il est un « facilitateur » ou un « accoucheur de sens » qui aidera les acteurs sociaux à faire fructifier les expériences et vécus dont ils sont porteurs, qui se laissera

interpeler par ces savoirs et progressera dans sa compréhension des phénomènes sociaux par ce biais.

Or, c'est bien en tant « qu'expert » que le sociologue est souvent *a priori* sollicité et il pourrait, par commodité et au terme d'une évaluation économique rudimentaire, se contenter dans un nombre croissant de situations de « s'asseoir sur ses acquis » (risque auquel n'échappe d'ailleurs pas le sociologue facilitateur qui userait perpétuellement des mêmes méthodes et des mêmes références théoriques).

3. Réduire la complexité et s'enfermer dans sa discipline

Le corollaire des précédentes propositions est de reconnaître que les objets auxquels nous avons affaire sont des objets *complexes*⁴ et qu'il nous faut, en tant que chercheurs et intervenants, être également réflexifs par rapport à notre discipline et à nos méthodes et être ouverts à la pluridisciplinarité. Or, si cette injonction à l'ouverture et au lien est largement présente dans les appels à projets et dans le discours institutionnel, sa mise en pratique peut se trouver limitée par le temps et l'inconfort qu'elle exige, d'autant plus que notre champ universitaire demeure encore, par son organisation même, structuré par ces clivages disciplinaires⁵.

Le risque est ici évidemment de finalement s'en tenir à sa propre expertise, aux certitudes de sa propre discipline voire à l'assurance acquise par les habitudes et l'expérience du chercheur intervenant. Cette fermeture induit un risque pour la sociologie comme pour le sociologue, paradoxalement menacés de faire du « sur-place ».

4. Renoncer aux idéaux de changement et de progrès

La nécessité d'analyser la demande, d'adopter une posture de facilitateur et d'assumer la complexité du social jusqu'à mettre en question les évidences de sa discipline sont des exigences qui convergent vers une visée politique et émancipatrice de la recherche et de l'intervention. Si aucun projet de changement et de progrès ne sous-tend l'intervention

⁴ Précisons avec Edgard Morin (2003) que la complexité n'est pas la complication. Parler d'objets complexes signifie qu'ils doivent se comprendre au départ de différents points de vue en articulation.

⁵ Des expériences d'ouvertures durables de la sociologie à d'autres disciplines, telles que celles menées au sein du Centre d'études sociologies (CES) de l'Université Saint-Louis, par exemple, ne peuvent donc qu'être saluées avec enthousiasme.

du sociologue, on ne peut pas à proprement parler de recherche (au sens de faire progresser le savoir) ou d'intervention (au sens de « venir entre » le sujet et la structure pour en questionner les liaisons) mais, tout au mieux, d'exécution d'une commande (et donc d'appui de la structure et de reproduction du programme institutionnel).

A nouveau, une recherche ou une intervention visant ce but ne peut être que de longue durée ce qui, dans un grand nombre de cas, s'avère matériellement impossible. On parlera alors plus honnêtement d'étude, de formation, d'accompagnement, d'évaluation de projet, etc., mais quelle réelle possibilité de changement et de progrès autre que superficiels ces dispositifs offrent-ils réellement tant aux chercheurs qu'aux acteurs de terrain ?

5. Éprouver le sociologue

Enfin, l'expérience et le vécu du sociologue ne doivent pas être exclus des risques dont nous essayons de rendre compte ici. Tout sociologue chercheur ou intervenant n'est-il pas finalement affecté à différents degrés par cette situation ? Si certains se considèrent grandis par leur capacité à éviter ces risques ou, au contraire, à s'y affronter quotidiennement tels des « héros⁶ », qu'en est-il des autres qui, pour reprendre les thèmes classiques de la psychopathologie du travail, se considèrent *contraints à mal travailler*, craignent de *ne pas être la hauteur de la tâche* ou s'échinent à vivre avec ces contradictions *sans espoir de reconnaissance* (Dejours, 1998).

Vu sous cet angle, et en dépit de la difficulté classique à évoquer la souffrance de ceux qui sont considérés comme « privilégiés », le sociologue peut – et selon nous doit – être vu comme un travailleur dont il faut interroger les conditions de travail, au risque qu'il ne puisse plus le mener avec soin.

⁶ « L'urgence et l'irréversibilité qu'elle sous-tend n'est pas seulement une donnée externe, elle comporte une dimension intérieure. Galvanisés par l'urgence, parfois presque "shootés" à cette nouvelle forme de drogue, certains ont besoin de ce rythme pour se sentir exister intensément. Tels les héros d'une épopée contemporaine, ils ressentent l'ivresse d'accomplir des exploits en temps limité et de vaincre la mort en triomphant du temps. » (AUBERT, *op. cit.*, p. 25).

Conclusions

L'urgence est une problématique incontournable pour la sociologie. En tant que fait social, elle traduit un rapport particulier de notre société au temps et impose aux individus de nouvelles épreuves dont les conséquences doivent être questionnées voire dénoncées sur un double plan clinique et politique. Elle ouvre un terrain d'intervention pour le sociologue qui peut accompagner les acteurs sociaux dans cette recherche de sens et dans le dépassement de ces épreuves.

Toutefois, s'il est nécessaire que le sociologue s'engage dans cette problématique, il est également important qu'il se donne les moyens de s'en distancier. L'urgence s'impose en effet également à lui, dans sa pratique et dans son cadre professionnel. Elle détériore ses conditions de travail, induit des risques professionnels réels et l'affecte dans sa capacité à comprendre et à accompagner les acteurs sociaux. Nous le savons, « les chercheurs sont eux-mêmes inscrits dans la trame de [leurs questions de recherche]. Ils ne peuvent s'empêcher – car ils sont immédiatement concernés – de les vivre de l'intérieur ou par identification. Et plus grandes sont les charges et les tensions auxquelles eux-mêmes ou leurs groupes [les chercheurs] sont exposés, plus il leur sera difficile, étant immédiatement concernés, de se détacher de leur rôle, démarche qui est à la base de tout effort scientifique » (Elias, 1983, p. 24).

La réflexivité du sociologue sur cette question s'impose mais donc aussi la mobilisation de moyens – et de temps – pour soutenir une démarche proprement professionnalisante mais aussi politique.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- AUBERT, N. (1993), *Le culte de l'urgence. La société malade du temps*, Paris, Flammarion.
- AUBERT, N. et GAULEJAC, V. de (1991), *Le coût de l'excellence*, Paris, Seuil.
- BAUMAN, Z. (2006), *La vie liquide*, Rodez, Le Rouergue/Chambon.

BERGER, P. et LUCKMANN, T. (1986), *La construction sociale de la réalité*, Paris, Méridiens Klincksieck.

BOUQUET, B. (1987), « L'urgence incontournable », *Actions et recherches sociales*, vol. 27, n° 2, p. 77-85.

CEFAÏ, D. (2009), *L'enquête de terrain*, Paris, La Découverte.

CLOT, Y. (1999), *La fonction psychologique du travail*, Paris, PUF.

CLOT, Y. (2010), *Le travail à cœur. Pour en finir avec les risques psychosociaux*, Paris, La Découverte.

CORNU, R. (1984), « Porte ouverte sur la cuisine de la recherche », *Terrain*, n° 2, mars.

CULTIAUX, J. et VENDRAMIN, P. (2011), *Militer au quotidien. Regard prospectif sur le travail syndical de terrain*, Louvain-la-Neuve, PUL.

CULTIAUX, J. (2012), *Les perdants de la modernisation*, Paris, Desclée de Brouwer.

DAMON, J. (2001), « L'urgence sociale au prisme de sa ligne budgétaire », *Revue française des affaires sociales*, n° 1, p. 13-35.

DEVEREUX, G. (1980), *De l'angoisse à la méthode dans les sciences du comportement*, Paris, Flammarion.

DUJARIER, M.-A. (2006), *L'idéal au travail*, Paris, PUF.

ENRIQUEZ, E. (1994), *L'organisation en analyse*, Paris, PUF.

FAVRET SAADA, J. (1977), *Les mots, la mort, les sorts*, Paris, Gallimard.

GARFIELD, E. (1990), « Fast Science vs. Slow Science, Or Slow and Steady Win the Race », *The Scientist*, 4(18).

GAULEJAC, V. de et TABOADA-LÉONETTI, I. (1994), *La lutte des places*, Paris, Desclée de Brouwer.

GAULEJAC, V. de (2005), *La société malade de la gestion. Idéologie gestionnaire, pouvoir managérial et harcèlement social*, Paris, Seuil.

GOFFMAN, E. (1989), « Le travail de terrain », *La relation de service dans le secteur public*. Tome I : *Actes du séminaire*, Paris, Plan urbain RATP-DRI.

GOLLAK, M. et VOLKOFF, S. (1996), « Citius, altius fortius. L'intensification du travail », *Actes de la recherche en science sociales*, n° 114, septembre, p. 54-67.

GOSSELAIN, O. (2011), « Slow science. La désexcellence », *uzance*, vol. 1, p. 128-140. Également : www.patrimoineculturel.cfwb.be/index.php?id=9175

HANIQUE, F. (2004), *Le sens du travail. Chronique d'une modernisation au guichet*, Paris, Erès.

HANIQUE, F. (2007), « De la sociologie compréhensive à la sociologie clinique » in *Sociologie clinique. Enjeux théoriques et méthodologiques*, Toulouse, Erès.

MORIN, E., MOTTA, R. et CIURANA E.-R. (2003), *Éduquer pour l'ère planétaire. La pensée complexe comme méthode d'apprentissage dans l'erreur et l'incertitude humaine*, Paris, Balland.

PÉRILLEUX, T. et CULTIAUX, J. (2009), *Les destins politiques de la souffrance. Intervention sociale, justice et travail*, Toulouse, Erès.

STEVENS A. (2001), « Pourquoi je démissionne de l'université après 10 ans d'enseignement », lettre ouverte, consultée le 22 août 2012, http://pubdoc.ulg.ac.be/files/20120127070946_1_00a34ed9a3c7925517c8299ed.pdf

TREMBLAY, D.G. (2004), *Conciliation emploi-famille et temps sociaux*, Toulouse, Octarès.

ROSA, H. (2011), *Accélération*, Paris, La Découverte.

SENNETT, R. (2000), *Le travail sans qualités. Les conséquences humaines de la flexibilité*, Paris, Albin Michel.

